

# PALESTINE

## DESTRUCTION ANNEXION



D'après l'affiche du film documentaire cubain contre la guerre du Vietnam *Hanoi Martes 13* (Hanoi, Mardi 13) de Santiago Alvares, 1967.

### ZOOM

Croissance en baisse :  
austérité ou planification  
écosocialiste ?

Page 3

### INTERNATIONAL

Asie du sud. Le Cachemire  
ou l'état de guerre entre  
Inde et Pakistan

Page 4

### ARGUMENTS

Féminisme. Il y a cent  
ans, des femmes élues  
aux municipales

Page 5

### CHAMP LIBRE

Journées intersyndicales  
femmes : entretien avec  
Gaëlle du Planning familial

Page 8

## Édito

Nulle part ne  
laissons parader  
l'extrême droite

Par ALEX BACHMAN

**D**rapeaux noirs à croix celtiques claquant au vent, un millier de fascistes et autres néonazis scandant « Europe, jeunesse, révolution » ont défilé samedi dernier dans Paris.

La manifestation en hommage à Sébastien Deyzieu, militant pétainiste et antisémite tombé malencontreusement d'un toit en fuyant la police en 1994, a rassemblé toutes les familles ou presque de l'extrême droite la plus radicale. Suprémacistes blancs, néonazis, fascistes et antisémites de tous acabit s'étaient donné rendez-vous pour cette démonstration de force annuelle que la préfecture de police a essayé d'interdire, en vain, comme pour l'édition 2024.

Pour faire bonne mesure la préfecture avait également émis un arrêté d'interdiction pour le village antifasciste organisé place du Panthéon et la contre-manifestation appelée par des groupes antifa.

Alors que les nazis défilent tranquillement, protégés par des cordons de flics, Retailleau s'agit pour réprimer la solidarité avec la Palestine et celles et ceux qui s'opposent, y compris physiquement, aux prétentions des nazillons à s'approprier l'espace public. Urgence Palestine et la Jeune Garde sont dans le viseur du pouvoir macroniste. Ces deux tentatives de dissolution marquent le franchissement d'un palier supplémentaire dans la dérive autoritaire du pouvoir et la répression de la gauche sociale et politique.

Alors que climat politique est de plus en plus nauséabond, avec un racisme en continu sur les chaînes d'info et dans la bouche des politiciens, une islamophobie qui mène à des drames comme l'assassinat d'Aboubakar Cissé, il faut serrer les rangs et passer à la contre-offensive.

De ce point de vue le village du Panthéon a été un succès populaire et unitaire. Fruit d'un long travail au sein du cadre unitaire antifasciste parisien, qui regroupe des syndicats, partis, associations et jusqu'à des groupes autonomes, le village devient un rendez-vous annuel. Il se réapproprie la date et l'espace de la manifestation des nazis du C9M.

C'est bien dans l'unité, dans la rue, mais aussi dans nos facs, nos lieux de travail, dans la lutte, les débats que nous construirons une alternative à cette marche à la barbarie que produit la société capitaliste, sa course aux profits, à la guerre, au désespoir et au fascisme!

## Bien dit

*Le piétinement du droit international par les pays les plus puissants menacent l'idéal des droits humains pour toutes et tous.*

Le rapport d'AMNESTY INTERNATIONAL « Situation des droits humains dans le monde. 2025, au bord du précipice » du 29 avril 2025 dénonce l'intensification de la répression, des pratiques autoritaires, des conflits par les grandes puissances.

## À la Une

PALESTINE, GAZA La Nakba s'intensifie,  
que notre solidarité aussi

*Les chiffres de victimes à Gaza ont disparu de l'actualité alors que les morts ne cessent de s'annoncer. Les unEs s'habituent ou sont depuis le départ indifférentEs. Les autres savent que ces informations seules ne peuvent plus transformer l'opinion publique, et encore moins l'action des dirigeants complices.*

**R**ien ne semble pouvoir y faire, malgré 50 000 morts déjà au bas mot, des dizaines de milliers de blessés, des familles entières disparues, des hôpitaux détruits et une population déplacée à maintes reprises, affamée, terrorisée, broyée. Ce scandale des scandales ne fait plus événement. Pourtant, le pire est peut-être encore devant nous.

Le maximum de terres avec  
le minimum d'Arabes

Le gouvernement israélien, à l'initiative du sinistre Smotrich, a récemment endossé une stratégie explicite de conquête coloniale intégrale de Gaza. Ce plan prévoit la destruction complète de Gaza, l'annexion du territoire, l'installation de colonies et l'expulsion massive des PalestinienNEs. Un projet qui relève du nettoyage ethnique pur et simple au sens du droit international, de la déportation massive. Ce projet assumé s'inscrit dans la continuité coloniale du sionisme, fondé sur l'appropriation exclusive de la terre. À quelques jours du 15 mai, la journée de la Nakba, ce plan Smotrich fait écho au plan Daleth qui a orchestré la catastrophe de 1948, avec son lot de massacres, de spoliations et de déplacements forcés, pour nettoyer la zone. De 1948 à 2025, l'objectif est le même : réduire



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALEXANDRE

la présence palestinienne du fleuve à la mer.

La famine comme préparatif  
de l'épuration

La famine organisée est l'instrument de ce plan. Depuis plus de deux mois, plus rien ne rentre à Gaza. Jamais le blocus n'a été aussi impitoyable. Les convois d'aide humanitaire, d'alimentation sont systématiquement bloqués ou bombardés ; les terres agricoles rendues infertiles par les frappes ; les boulangeries et les infrastructures civiles réduites en poussière. Gaza est désormais en proie à une crise humanitaire planifiée. Pour la première fois, on craint le délitement de la société civile gazaouie sous la pression des pénuries. Il s'agit d'une entreprise de déshumanisation méthodique

visant à briser jusqu'à la possibilité de résistance. L'objectif n'est pas dissimulé : il s'agit de rendre la vie impossible pour forcer l'exode, d'affamer pour pousser à fuir.

## Ici, enfumage et répression

Pendant ce temps, en France, la parole est confisquée. Les voix anticolonialistes sont systématiquement marginalisées. Les soutiens de l'État colonial israélien ont libre antenne, tribunes libres, micros ouverts. À droite, ce sont les apologistes du génocide qui s'expriment à volonté. À gauche, ce sont les voix torturées qui ont la parole, pour dire sur quatre colonnes leur infinie tristesse des dégâts humains tout en défendant Israël et son « droit à se défendre ». Pour mettre au centre du débat la faillite morale

d'Israël, pour éviter de parler de structure d'oppression, avec la pseudo-solution à deux États pour éviter d'exiger des droits concrets comme l'égalité des droits et le droit au retour. On pleure une tragédie pour parler de tout sauf de décolonisation et de sanctions pour mettre un coup d'arrêt à l'horreur.

Au lieu d'un sursaut face à la réalité du génocide et à la proclamation ouverte et revendiquée du projet de nettoyage ethnique, les autorités françaises accentuent encore la répression de la solidarité. Après la dissolution de Palestine Vaincra, le projet de dissolution d'Urgence Palestine, les nombreuses procédures pour « apologie du terrorisme », le vote en faveur de la proposition de loi sur l'université visant à museler les mobilisations étudiantes et les voix critiques, tout traduit la volonté de faire taire le soutien au peuple palestinien.

Soutenir le peuple  
palestinien, c'est refuser  
le fascisme ici et là-bas

Dans ce contexte, les mobilisations prévues à l'occasion de la journée de la Nakba prennent une importance particulière. Le 17 mai sera un test de résistance face à la fascisation en cours. Il faudra être nombreux, visibles, déterminés. Notre devoir est d'enrayer cette machine de mort. D'affirmer que soutenir le peuple palestinien, c'est refuser le fascisme ici et là-bas. De refuser qu'un projet de nettoyage ethnique triomphe dans l'indifférence.

Olivier Lek-Lafferrière



## Acturama

KANAKY : LIBÉREZ LES  
PRISONNIERS !

Un an jour pour jour après les révoltes qui ont secoué la Kanaky-Nouvelle Calédonie, des militantEs du collectif Solidarité Kanaky ont porté haut ce mardi 13 mai 2025 les couleurs de la Kanaky devant le Palais de Justice de Paris en soutien à Frédérique Muliava pour son audition devant les juges. Elle fait partie des 7 militantEs de la CCAT, dont Christian Tein, le président du FLNKS, qui ont été illégalement déportés en France pour y être emprisonnés. © NPA

# ÉCONOMIE Croissance en baisse: austérité ou planification écosocialiste ?

Dans sa note de conjoncture de fin avril l'Insee confirmait ses prévisions pessimistes de croissance pour la France. La Banque de France a revu à la baisse les siennes, comme toutes les institutions internationales. La « suspension » de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine pour 90 jours à partir du 14 mai peut être vue comme une réaction à cette inquiétude au sein des bourgeoisies.

La production en France, mesurée par l'icône indicateur du PIB (produit intérieur brut), devrait augmenter de 0,7% sur l'année 2025. Elle n'a augmenté que de 0,1% depuis janvier. Plans de licenciements, baisse des dépenses publiques et incertitudes contribuent à réduire la consommation et l'investissement dans la production. La situation est similaire à l'échelle internationale. Le FMI (Fond monétaire international) écrivait fin avril : « *L'économie entre dans une nouvelle ère* ». Tous les pays ne sont pas touchés de la même manière et les spéculations les plus folles vont bon train quant aux possibilités de croissance qu'offrirait la « révolution de l'intelligence artificielle ». Mais, pour l'instant, principalement du fait de l'incertitude générée par la politique des États-Unis, le risque d'une spirale récessive n'est toujours pas exclu.

## La faible croissance est-elle vraiment leur problème ?

En un sens oui, car la croissance donne aux capitalistes des marges de manœuvre : quand le gâteau de la production grossit, tant que la part du capital progresse et tant qu'elle augmente plus vite que celle des salaires, ça va. On voit bien le problème dès que la taille du gâteau n'augmente plus ou presque : le conflit pour la répartition devient plus aigu.

Mais les capitalistes ne manquent pas de « solutions » en cas de

faible croissance. Le profit reste possible — plus faible certes, et plus difficile. Pour préserver la part de la production qui permet l'accumulation du capital, il faut alors attaquer violemment le salariat (blocage des salaires, démantèlement des « conquies sociaux » financés par la partie socialisée du salaire, les cotisations, et réduction de la prise en charge des besoins sociaux par l'impôt). Autrement dit la poursuite de l'accumulation passe par une hausse violente de l'exploitation. Seconde option : la perfusion. En assurant un transfert massif de ressources vers le capital par des subventions (entre 175 et 200 milliards

par an), l'État maintient les conditions de l'accumulation.

## Et si on en sortait ?

En fait, le discours sur la croissance, comme celui sur la dette, fonctionne comme un mythe mobilisateur. Il permet à la bourgeoisie de faire accepter le statu quo et de justifier des politiques austéritaires qui nous volent une part toujours plus grande de la richesse que nous produisons. « *Nous allons soutenir les entreprises* », déclarait le ministre de l'Économie après la publication des chiffres de l'Insee. Il ajoutait : « *Ça va être un combat !* » — de nous faire accepter une restructuration violente et anarchique

de l'économie à base de plans de licenciements et de coupes dans les dépenses publiques, au profit du capital.

Le contexte est propice à avancer un tout autre type de restructuration, selon l'objectif de satisfaction des besoins sociaux qui prenne en compte les limites écologiques permettant le renouvellement de l'écosystème que nous partageons avec le reste du vivant. Décroissance, reconversion des secteurs nuisibles et polluants, développement de secteurs utiles socialement de manière concertée sous contrôle des producteurs et productrices, baisse du temps de travail, extension de la sphère de la gratuité et de la prise en charge par la société de certaines productions (santé, éducation, transport, logement, alimentation, petite enfance), reconversion de l'agriculture (baisse des intrants, réinjection d'énergie humaine), etc. Nous avons sous la main les possibilités d'une vie meilleure. Nul besoin de croissance pour ça. Et même mieux : tout ça pourrait bien ne pas créer de « croissance » du PIB.

Mais cette planification écosocialiste nécessite de remettre en cause la propriété privée des moyens de production et la socialisation de pans entiers de l'appareil productif. On voit bien là notre problème : le besoin de reprendre la rue pour élever le niveau de rapport de force. Et si nos vies valaient plus que leurs profits ?

William Daunora



# POLITIQUE Macron et le dialogue à une voix

Ce mardi 13 mai, Macron va écrire une nouvelle page du cirque médiatique, habillé des oripeaux du dialogue, au cours d'un show sur TF1, avec 100 m<sup>2</sup> d'écran, des contradicteurEs sur les questions de la jeunesse, de l'économie, de l'écologie, Sophie Binet et... Robert Ménard. Les citoyenNEs étant par ailleurs sollicités pour énoncer leur « attentes ».

Cette initiative s'inscrit dans la logique macronienne de pseudo-consultations régulièrement mises en œuvre depuis son premier mandat. Cahiers de doléances à la suite de la mobilisation des Gilets jaunes, convention citoyenne sur le climat, conseil scientifique sur le covid puis Ségur de la santé, autant de « concertations » bidons dont les propositions significatives ont été rejetées.

## Un récidiviste

Le 9 juin 2024, Macron annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale dans la foulée de la publication des résultats des élections européennes : « *J'ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote* ». Face à la déstabilisation de la majorité gouvernementale, Macron fait mine d'en référer au peuple français. Ce pari manqué au vu du résultat des élections législatives de juin ne va qu'accroître la fragilité du pouvoir sous la menace permanente d'une motion de censure. Après la protection de la

trêve olympique, Macron se retrouve dans une situation tout aussi précaire. Et de nouveau depuis quelques semaines refléussent les suggestions de consultations référendaires ou non : temps de l'enfant ; usage des écrans chez les jeunes ; situation des mères célibataires ; travail ; finances publiques ; financement de la protection sociale ; pollution des villes (ZFE)... Autant de thématiques sur lesquelles le gouvernement souhaite éviter la confrontation avec l'Assemblée nationale qui devra se contenter de la fin de vie ou de la régulation de l'installation des médecins.

## La République sous contrainte

C'est l'ADN de la 5<sup>e</sup> République qui porte les tentatives répétées de se libérer des contraintes parlementaires en « consultant le peuple ». Un système politique construit à partir d'un coup d'État politico-militaire, approuvé par référendum, qui réduit le débat politique à un affrontement de leaders sur le terrain de l'élection présidentielle.

Confrontations politiques qui, jusqu'en mai 1981, ont gardé une réalité dans l'opposition gauche/droite et l'espérance d'un succès de la gauche. La succession des alternances a progressivement obscurci les débats politiques, rendu imperceptibles les différences d'orientations entre la gauche et la droite. Une évolution que Macron a prétendu « dépasser » mais qui, pour l'essentiel, favorise la progression de l'extrême droite. L'échappatoire des consultations référendaires avec un bilan particulièrement contrasté fait régulièrement hésiter ceux qui font mine de nous y préparer. Si la Constitution de 1958 fut validée par référendum, la consultation de De Gaulle en 1969 sur la régionalisation ou celle de Chirac sur le traité européen de 2005 ont été des échecs condamnant leurs organisateurs au-delà du thème proposé. Cette utilisation par les électeurEs, ou plus précisément par les votantEs, pour sanctionner le pouvoir en place rend les candidats à leur mise en place plus qu'hésitants. Sans parler du sabotage quand le résultat est incertain comme pour la Nouvelle-Calédonie. Ne reste que l'agitation du vocabulaire et de toutes les formes de consultations bidons pour gagner du temps, éviter les confrontations parlementaires et surtout les mobilisations sociales... et pour poursuivre les politiques anti-sociales en toute illégitimité.

Robert Pelletier

## No comment

Le féminisme, c'est pas mon truc. Moi j'aime bien les mecs.

BRIGITTE BARDOT a une nouvelle fois pris la défense de Nicolas Bedos et de Gérard Depardieu le 12 mai 2025 sur BFM TV, la veille de la condamnation de ce dernier à 18 mois de prison avec sursis.

## Agenda

**Jeudi 15 mai, meeting unitaire pour le progrès social, Orléans (45).** À 18h30, salle Eiffel, 15 rue de la Tour Neuve, 45000 Orléans.

**Samedi 17 mai, Résistance festive du Collectif contre les idées d'extrême droite, Limoges (87).** De 14h à minuit, à la Maison du Temps libre.

**Samedi 17 mai, manifestation 77 ans de la Nakba: Stop génocide - sanctions!, Paris.** À 14h, métro Stalingrad.

**Samedi 17 mai, 2<sup>e</sup> édition des Quatre heures pour la Palestine, Les Mureaux (78).** De 14h à 18h, salle Molière, 101, rue Molière. Entrée libre.

**Lundi 19 mai, soirée-débat du Centre d'études marxistes «Marxisme et écologie» avec Daniel Tanuro, Paris.** À 19h, à L'Agora, 2, bis avenue Albert de Malte, métro Oberkampf.

**Lundi 19 mai, rencontre avec Fania Noël, militante historique de l'afro-féminisme, Paris.** À 18h30 au théâtre Traversière, 15 bis rue Traversière, 75012 Paris. Co-organisée par La Brèche.

**Mercredi 21 mai, réunion-débat du NPA «Patrons, patrie, patriarcat, mêmes racines, même combat» avec Aurore Koechlin, Saint-Nazaire (44).** À 19h, à L'Agora, 2, bis avenue Albert de Mun, 44600 Saint-Nazaire.

**Vendredi 23 mai, repas solidaire du Comité de soutien à Tran To Nga, Paris.** Rendez-vous à partir de 19h au Foyer Vietnam, 80 rue Monge, 75005 Paris

**Samedi 24 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris.** À partir de 10h, place des Fêtes dans le 19<sup>e</sup>, puis départ à 14h30 direction cimetière du Père-Lachaise.

**Samedi 24 mai, rencontre débat sur le Grand Paris Express, Paris.** À partir de 13h30 à la Bourse du travail, 67 rue Turbigo, 75003 Paris.

**Samedi 24 mai, Cannaparade 2025, Paris.** À 14h, place de la République.

**Samedi 14 juin, Fête anticapitaliste du NPA Charente, La Faye (16).** À partir de 14h, salle polyvalente de La Faye. Table ronde, projection, meeting, buffet, musique, expos... Entrée 2€, gratuit pour les enfants, repas prix libre.

**Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris.** De 9h30 à 17h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**l'Anticapitaliste.org**

**l'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## OCÉAN INDIEN Madagascar, victime d'une politique coloniale passée et présente

Affirmer la présence française dans l'océan Indien, tel était le but du périple d'Emmanuel Macron qui l'a conduit à Madagascar les 23 et 24 avril derniers.

La Grande Île a une particularité, celle d'être un des pays les plus pauvres et d'être gouverné par des milliardaires n'hésitant pas à provoquer de graves crises pour conquérir le pouvoir. Le président français a été reçu par Rajoelina un ancien disc-jockey qui a fait carrière dans l'événementiel.

### La vérité sur les massacres de 1947

Ce voyage a été marqué par la signature d'un accord financier pour la construction du barrage hydroélectrique de Volobe. EDF entrera dans le consortium avec un apport autour de 200 millions d'euros.

Autre annonce, celle de la mise en place d'une commission mixte d'historienNES malgaches et français pour faire la lumière sur les massacres coloniaux, perpétrés par les autorités françaises en 1947 pour écraser l'insurrection des populations. Elle est considérée comme le signe précurseur de la lutte contre le colonialisme en Afrique. Les chiffres varient entre 40 000 et 100 000 morts. Cette histoire est largement occultée en France. Les historienNES soulignent que l'on ne sait toujours pas où se trouvent les archives de la Sûreté nationale, nom à l'époque des services de répression coloniale. En revanche, cette histoire reste toujours présente dans la mémoire des peuples malgaches. Macron a évoqué « des pages éminemment douloureuses » et considère que la commission des historienNES devrait permettre de créer les conditions du pardon.

Mais quelle est la crédibilité de ses déclarations alors que sa politique actuelle perpétue le colonialisme ?



Andy Rajoelina © CROZET-POUTEAU-ALBOUY/ILO

### La restitution des îles Éparses

En effet, Macron refuse la restitution des îles Éparses qui géographiquement et historiquement font partie de Madagascar. Quelques semaines avant son indépendance en 1960, De Gaulle avait rattaché cet archipel au ministère des Outre-mer français afin de le garder dans le giron de l'hexagone.

Depuis, les populations malgaches ne cessent d'exiger la restitution de ce qui est considéré, à juste titre, comme partie intégrante du territoire national. Les autorités françaises louvoient parlant de cogestion. La dernière proposition est de revitaliser une commission créée en 2019 qui ne s'est réunie qu'une seule fois.

Lors de son séjour Macron avait balayé cette demande considérant que ces « débats sont microcholis ». Mais la réalité est tout autre car la possession par la France des îles Éparses lui assure près de 640 000 km<sup>2</sup> de zone économique exclusive, soit près de 6 % de son territoire maritime dans un espace particulièrement riche en ressources halieutiques mais aussi en minerais, gaz et pétrole. De plus cela lui permet aussi d'être présente sur le canal du Mozambique qui demeure une voie navigable stratégique où transite 30 % du pétrole. C'est donc grâce à ces miettes de l'ex-empire colonial que la France continue d'être le second pays au monde ayant le plus grand domaine maritime. On est bien loin de « débats microcholis » !

Paul Martial

# ASIE DU SUD Le Cachemire ou l'état de guerre entre Inde et Pakistan

À la suite d'une opération militaire menée par un groupe armé religieux contre des touristes indiens dans la partie orientale du Cachemire, le gouvernement Modi a lancé des attaques aériennes contre le Pakistan, suivi de nombreux échanges d'artillerie. Un cessez-le-feu instable a été décrété, chaque camp criant victoire. Tant que le droit à l'autodétermination des Cachemiris ne sera pas reconnu, il n'y aura aucune solution durable à une crise régionale qu'instrumentalisent bien des pouvoirs établis, étatiques ou non.

Qui est le groupe armé fondamentaliste qui a mené l'opération terroriste du 22 avril, à Pahalgam, au Cachemire sous occupation indienne, faisant 26 victimes ? L'Inde dénonce le Lashkar-e-Taiba, ce qui lui permet de mettre directement en cause Islamabad, le LeT étant lié à l'armée pakistanaise. Rien n'indique cependant que ce soit le cas. Une bonne partie des formations fondamentalistes basées au Pakistan, qui avaient été encadrées par les services de renseignement militaire (Inter-Service Intelligence, ISI), ont pris leur autonomie, poursuivant dorénavant leurs propres objectifs. Quant aux Talibans afghans, ils arment lourdement les Talibans pakistanais (le Tehreek Taliban Pakistan, TTP)... qui combattent les militaires et contrôlent une partie du territoire.

Il est, de plus, très possible que les auteurs de l'attaque de Pahalgam soient en fait eux-mêmes des Cachemiris, ce que semblerait confirmer leur armement rudi-

mentaire. Le régime militaire imposé par l'Inde au Jammu-et-Cachemire est particulièrement brutal. Il s'accompagne d'une marginalisation religieuse, économique et sociale de la population locale confrontée. Une situation qui ne peut que susciter la révolte.

### Modi ou « l'hindouisation » illibérale du régime

L'Inde a pris l'initiative de l'escalade militaire en engageant, le 7 mai, l'opération Sindoor, l'aviation et les drones s'attaquant à des bases militaires, des écoles religieuses (madrasas) et des mosquées dites fondamentalistes au Cachemire sous occupation pakistanaise et, au-delà, au Pakistan même. La responsabilité première du gouvernement Modi est aujourd'hui clairement engagée, même si de façon générale cette responsabilité est partagée par les élites au pouvoir des deux pays depuis la sanglante partition imposée dans le sous-continent par les Britanniques en 1947. Les conséquences de la politique

impériale du « diviser pour régner » se font toujours sentir, mais essentiellement parce que les élites au pouvoir les ravivent en permanence.

L'armée pakistanaise est très impopulaire depuis qu'elle a jeté en prison son protégé d'hier, Imran Khan, qui était devenu trop puissant. L'état de guerre lui permet d'appeler à l'union nationale, sans grand succès semble-t-il. Narendra Modi veut, pour sa part, finaliser le processus d'« hindouisation » illibérale du régime. Il se prépare à d'importantes échéances électorales et attise la « haine antimusulmane » contre son voisin mais aussi contre l'importante communauté musulmane d'Inde. Les chrétiens sont aussi la cible des fondamentalistes hindouistes tenants de l'Hindutva.

### Droit à l'autodétermination des Cachemiris

L'Inde a réalisé son premier test nucléaire en 1974, et le Pakistan en 1998. Une guerre a éclaté en 1999, une autre aujourd'hui,

confirmant, à l'instar de ce qui se passe en Europe, que le fameux « équilibre de la terreur » n'empêche pas le déclenchement de meurtrières guerres traditionnelles. Un élément de plus pour exiger le désarmement nucléaire international.

Pour l'heure, le gros des forces de gauche et pour la paix au Pakistan a gardé son indépendance politique, dénonçant l'attaque terroriste de Pahalgam, appelant au cessez-le-feu et à une solidarité régionale internationaliste. En revanche, en Inde, les principaux partis de gauche (CPI, CPM...) ont répondu présents à l'appel à l'union nationale du régime Modi et de l'armée. Une question d'autant plus cruciale que la question du droit à l'autodétermination des Cachemiris, qui vivent sous divers régimes d'occupation (pakistanaise, indienne, chinoise), doit être posée sans détour.

Pierre Rousset

## ÉTATS-UNIS Que signifie un pape américain pour l'Amérique ?

Le conclave des cardinaux a élu pour la première fois un pape américain, un homme qui a critiqué la politique du président Donald Trump et du vice-président J.D. Vance. Que signifie pour l'Amérique le choix de cet Américain à la tête de l'Église catholique ?



les opprimés tels que les LGBT. Il semblerait que le nouveau pape Léon XIV suivra les traces de François.

### Un pape anti-Trump ?

Robert Francis Prevost, né à Chicago en 1955, est diplômé de l'université catholique de Villanova en Pennsylvanie, de la Catholic Theological Union à Chicago et de l'université pontificale Saint-Thomas d'Aquin à Rome. De 1985 à 1999, il a été missionnaire au Pérou, et de 2014 à 2023, il est retourné au Pérou et est devenu citoyen péruvien. Il a été chef de l'ordre des Augustins et a occupé des postes importants dans la hiérarchie catholique. Prevost a choisi le nom de Léon XIV, se plaçant ainsi dans la tradition de Léon XIII, pape de 1878 à 1903, qui, dans son encyclique Rerum Novarum (des choses nouvelles), s'est penché sur « la misère et le malheur qui pèsent si injustement sur la majorité

de la classe ouvrière ». Léon XIII, tout en s'opposant au socialisme et en défendant le capitalisme, a reconnu la nécessité et le droit des travailleurEs à organiser des syndicats, faisant ainsi passer l'Église du Moyen Âge au monde moderne.

Trump et Vance ont tous deux félicité Léon XIV d'être devenu pape et ont félicité l'Amérique de l'avoir produit. Mais qu'arrivera-t-il aux électeurs de Trump si le pape s'oppose aux politiques racistes et xénophobes du président ? Le nouveau pape sera-t-il en mesure de faire changer certains esprits ? Les partisans de Trump sont critiques. Laura Loomer, une activiste d'extrême droite qui influence Trump, a déclaré que le nouveau pape était « anti-Trump, anti-Maga, pro-ouverture des frontières et un marxiste total comme le pape François ». Et elle n'a pas vraiment tort. Bien qu'il ne soit évidemment pas marxiste, les messages de Prevost sur les médias sociaux avant son élection indiquent qu'il est pour la protection des immigréEs, pour la réduction de la violence armée et pour la lutte contre le changement climatique.

Donald Trump va maintenant devoir partager la scène mondiale avec un autre dirigeant américain puissant : le pape Léon XIV qui sera un opposant sur de nombreux sujets.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

### À lire sur le site



**Palestine: Le monde se souviendra de ces tout petits linceuls alignés,**  
par Marie Schwab

# FÉMINISME IL Y A CENT ANS, DES FEMMES ÉLUES AUX MUNICIPALES

La plupart d'entre nous savent que le droit de vote des femmes en France est un acquis de la Libération. Peut-être avez-vous aussi entendu dire que les premières

femmes élues l'ont été aux élections municipales de 1945. Mais qui sait que dès 1925, le Bloc ouvrier et paysan avait présenté des femmes sur ses listes aux

élections municipales et qu'une dizaine d'entre elles avaient été élues ? Retour sur un épisode historique par Vincent Gibelin et Fabienne Dolet.

## Joséphine et ses camarades sont élues conseillères municipales

Elles sont sept en tout à être élues sur des listes municipales dans des bastions de la classe ouvrière : Joséphine Pencalet à Douarnenez, Marie Chaix à Saint-Denis, Marthe Tesson à Bobigny, Augustine Variot à Malakoff, Marguerite Chapon à Villejuif, Émilie Joly et Adèle Métivier à Saint-Pierre-des-Corps.

Une dizaine de femmes se retrouvent en position éligible sur les listes municipales alors qu'elles n'ont pas le droit de vote. En banlieue parisienne, une femme est présente dans chaque commune, ainsi qu'à Paris. À Avignon, Antoinette Bellot conduit la liste communiste. Les autres formations politiques dont le Bloc national et le Bloc des gauches s'opposent à cette initiative en déclarant qu'ils ne décomptent pas les voix portées sur les candidates.

### Sitôt élues, sitôt invalidées

Le 3 mai 1925, Marthe Tesson est élue dès le premier tour à Bobigny. Elle est nommée deuxième maire-adjointe. Le 10 mai, trois autres candidates de la banlieue parisienne sont



Le 3 mai 1925, Marthe Tesson est élue dès le premier tour à Bobigny. Le 10 mai, trois autres candidates de la banlieue parisienne sont élues au second tour dans des conseils municipaux : Augustine Variot à Malakoff, Marie Chaix à Saint-Denis et Marguerite Chapon à Villejuif. Le conseil de préfecture de la Seine prononce l'invalidation de l'élection de Marthe Tesson le 20 mai, puis celle des trois autres femmes le 28 mai. Marie Chaix et Marthe Tesson formulent un recours devant le Conseil d'État. Elles restent à leur poste jusqu'à ce que celui-ci confirme leur inéligibilité, le 29 janvier 1926. Augustine Variot siège au conseil municipal de Malakoff jusqu'à sa révocation le 29 mars 1926 par le préfet.

La dame Pencalet Sardinière de son état, Joséphine Pencalet commence à être un peu célèbre. Discrète pendant la grève des

Penn Sardin, à l'hiver 1924-1925, l'on sait d'elle qu'elle a été une gréviste assidue et active, syndiquée à la CGT-U. La célébration du centenaire de la lutte a mis en évidence la modernité de ce conflit. Le traitement souvent romanesque de cette histoire a toutefois laissé de la place à une étude plus documentée, notamment au travers de l'ouvrage de Fanny Bugnon. Pourquoi Joséphine ? La volonté du maire, Daniel Le Flanchec, de surfer sur la victoire toute chaude de la grève, son implication personnelle dans le conflit, suffirent probablement à le convaincre de prendre sur sa liste, en bonne place, une gréviste de l'hiver. L'implication de Lucie Colliard dans le soutien aux grévistes et ses liens avec le secrétariat Femmes de l'inter-

nationale auront fait le reste. Mais pas si facile de trouver une femme qui accepte de figurer sur la liste, et, d'être élue ! Le choix de Joséphine s'impose, notamment par son engagement et sa situation personnelle — veuve du cheminot Leray, avec des enfants, ayant vécu à Paris. Aucun homme n'aura à donner son aval. Ça aide ! Quant à Douarnenez, c'est le début du « bastion rouge ». Le maire est communiste, mais d'un type particulier, rien à voir avec les communistes qui suivront : il porte sur sa main le tatouage « Mort aux vaches », s'est engagé en première ligne dans le soutien à la grève, dans les manifs, contre la police, ce qui lui a valu d'être suspendu, puis rétabli.

1 - Fanny Bugnon, *L'Élection interdite*, Éditions du Seuil, 2024.

## La politique du PCF et de l'Internationale

Croisement entre la volonté d'incarner le parti de la classe ouvrière et de ses luttes, et de s'implanter dans la fraction féminine du prolétariat, la décision du PCF de développer l'intervention du parti auprès des femmes de la classe ouvrière trouve dans les élections municipales de 1925 un tremplin.

La décision de présenter des femmes aux municipales vise à se démarquer des suffragettes, des féministes petites-bourgeoises, qui en parlent beaucoup, et des socialistes et autres radicaux, qui mènent la bataille à l'Assemblée, sur un mode : « Vous en rêviez, le Parti communiste l'a fait ! » Le BOP (Bloc ouvrier et paysan) n'est pas le premier. L'Assemblée a voté en avril 1925 le droit de vote des femmes, texte bloqué par le Sénat. D'autres que le BOP ont présenté des femmes, depuis longtemps, mais aucune n'a été élue. Le PCF veut montrer qu'avec lui, ce n'est pas la même chanson...

### La politique de l'IC

Cette politique est portée par l'IC et son secrétariat Femmes, dirigé par Clara Zetkin, dernière des grands leaders de la révolution

allemande, entourée de véritables féministes internationalistes ! Quand elles se rendent compte que la loi française contient une faille, elles sont bien décidées à l'exploiter. Rien dans la loi ne permet d'empêcher des candidatures de femmes, ni de refuser de comptabiliser les suffrages se portant sur elles, ni de contester leur élection. Ce n'est qu'après coup que le préfet peut en demander l'annulation. L'IC s'adresse donc au PCF et lui demande, partout où l'élection de listes du BOP semble probable, de désigner des femmes pour les conduire. L'idée n'est pas de témoigner, mais d'utiliser les contradictions de la loi bourgeoise en France pour permettre l'élection de militantes communistes, affichant haut et fort sur leur matériel électoral leur intention de siéger.



L'Internationale communiste s'adresse au PCF et lui demande, partout où l'élection de listes du BOP semble probable, de désigner des femmes pour les conduire

### Un parti frileux, des contradictions

Des réticences, de la mauvaise volonté parfois, mais aussi des secteurs très volontaristes : telles sont les contradictions auxquelles sont confrontées les féministes du parti, au nombre desquelles Lucie Colliard, qui elle aussi s'est fait remarquer

à Douarnenez. Dès le début de la grève, le parti l'a envoyée à Douarnenez pour soutenir les grévistes et a tenté de développer une conscience féministe (égalité des salaires hommes femmes). C'est elle qui a, la première, écrit un opuscule intitulé « Une belle grève de femmes ». La classe ouvrière est-elle

prête ? Le décrochage, en termes de voix, entre les hommes et les femmes, n'est pas si important que cela : le panachage est la règle, et on peut compter les votes pour chaque candidature. Seuls les hommes votent, mais dans l'ensemble ils votent pour les femmes qui sont le plus souvent moins bien élues mais largement élues quand même.

### Ces messieurs quand même !

Si certains ont joué le jeu, force est de constater que peu de listes sont conduites par des femmes et aucune de celles-ci victorieuse. Quant au traitement réservé par le parti aux élues, il est variable. Pour une femme élue adjointe à Saint-Denis, Marie Chaix, autour de laquelle le parti a manifestement déployé une campagne politique pour protester contre son

invalidation, d'autres ont été moins appuyées. C'est le cas de Joséphine, qui a le sentiment d'être abandonnée, livrée à elle-même, et qui en garde une certaine amertume. Elle reste fidèle à sa classe, à ses idées communistes, mais jamais elle ne votera, s'étant sentie bafouée par son parti !

### Il faut attendre 1945

En 1945, sur les 80 municipalités de la Seine-Banlieue (les actuels départements des Hauts-de-Seine, Seine Saint-Denis, Val-de-Marne), les communistes en dirigent 46. Parmi les éluEs, plusieurs femmes. En revanche, le féminisme des partis communistes est bien moins combatif après que l'Internationale communiste a renoncé à la révolution mondiale et que le stalinisme a pris le dessus. D'où l'importance de sortir ces élections municipales d'il y a cent ans de l'oubli.

## MARCHES DES FIERTÉS

# Pour des Prides de lutte et de masse!

La saison des « marches des fiertés » commence ce samedi 17 mai, Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie (IDAHOT). Jusqu'au mois de juillet, ce sont des millions de personnes à travers la planète qui défilent pour défendre leurs droits.

Partout dans le monde, les attaques contre les LGBTI+ s'intensifient en suivant le mouvement général de fascination des bourgeoisies. En Russie, le mouvement LGBTI+ est déclaré « extrémiste » et criminalisé, et l'arrivée au pouvoir de Trump a accéléré la dynamique anti-trans et réactionnaire. Ce dernier met aujourd'hui en péril la lutte contre le VIH à l'échelle mondiale et encourage le génocide à Gaza.



PHOTOTHÈQUE ROUGE

### Offensive réactionnaire

Au Royaume-Uni, après une campagne financée par des milliardaires, la Cour suprême a réduit la définition de « femme » à un pseudo « sexe biologique » (que la Cour est bien incapable de définir!). Cette décision acte l'impossibilité concrète pour les personnes trans d'exister publiquement car de nombreux emplois ou lieux de vie nécessitent de passer par des espaces non mixtes (vestiaires, toilettes, etc.) auxquels elles n'ont légalement plus accès.

La France n'est pas épargnée. Les guets-apens et agressions homophobes se multiplient. Bolloré et Stérin attaquent l'Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). L'accès à la PMA pour touTEs est loin d'être garanti.

La Manif pour Tous est au gouvernement. Ses ministres ont voté contre le mariage pour touTEs, contre la PMA pour les couples de femmes, contre la pénalisation des thérapies de conversion. Certains comme Retailleau ont soutenu la loi du Sénat qui interdit les transitions des mineurEs et leur impose des thérapies de conversion. Ce sont les mêmes qui instrumentalisent les questions féministes et LGBTI+ à des fins racistes, islamophobes. Et l'extrême droite, grâce à la complaisance des médias et de la macronie, a le vent en poupe et donne le tempo. Elle est raciste, patriarcale, LGBTIphobe. Elle tue comme à La Grand-Combe.

### MobiliséEs pour de nouveaux droits

Dans ce contexte, nous devons construire l'unité du mouvement social pour gagner de nouveaux droits sans nous contenter de répondre aux attaques des réactionnaires.

En premier lieu, nous devons nous mobiliser pour gagner le changement d'état civil libre et gratuit, sur simple demande et pour toutes les personnes trans, avec ou sans papiers, comme en Irlande, en Espagne, ou plus récemment en Allemagne ou en Suède. Nous devons aussi gagner l'arrêt des mutilations des enfants intersexes, la PMA vraiment pour touTEs ou le remboursement par la Sécurité sociale des frais de transition.

C'est pourquoi nous prendrons la rue pour porter ces discours de rupture. Rupture avec le capitalisme, qui nous exploite et nous opprime, avec le pinkwashing des grands groupes. Rupture avec l'hétéropatriarcat, ses normes pourries et ses oppressions LGBTIphobes. Rupture avec le racisme d'État, l'islamophobie, le colonialisme et l'impérialisme.

**Commission LGBTI+**

## Affronter les discriminations dans les soins

SANTÉ

Le récent rapport du Défenseur des droits intitulé « Prévenir les discriminations dans les parcours de soins : un enjeu d'égalité » (mai 2025) met en lumière un enjeu de santé publique encore trop souvent méconnu : les discriminations dans la santé.

La médecine est souvent associée à un profond humanisme universaliste, symbolisé par le serment d'Hippocrate, avec l'idée que chacunE doit avoir un accès égal au soin. Mais la médecine est aussi une discipline qui s'est construite sur une norme, basée sur le corps de l'homme blanc, qui peine à prendre en compte les différentes réalités des patientEs.

### Une norme médicale sexiste et raciste

Par exemple, les médicaments sont quasiment tous testés exclusivement sur des hommes, leurs effets sur les femmes sont donc largement ignorés. Au-delà du standard du corps blanc et masculin, la norme médicale n'est pas une simple construction idéologique, elle s'enracine dans une réalité sociale, coloniale et politique marquée par le racisme. La science et la médecine ont contribué à créer ou à accréditer des thèses sexistes et racistes, thèses qui ont aussi servi à appliquer des politiques coloniales. Les discriminations dans l'accès à la santé, la prise en charge et le suivi sont donc de divers ordres : disparité des offres de soin sur le territoire et déserts médicaux, privatisation progressive de la santé, refus de soins pour les bénéficiaires de l'AME (Aide médicale d'État) ou de la CMU (Couverture maladie universelle), difficultés d'accès à la PMA notamment pour les femmes lesbiennes, pertes de chance, manque de matériel adapté pour les personnes en surpoids, séro-phobie... Par ailleurs, leurs effets tendent à se cumuler : les per-



sonnes racisées sont par exemple plus concernées par les métiers plus précaires, avec davantage de risques psycho-sociaux.

### Un rapport qui objective les inégalités

Le rapport du Défenseur des droits tend à montrer la façon dont cette organisation sociale a des conséquences en matière d'accès au soin et de prise en charge. En raison de violences verbales ou physiques comme les violences gynécologiques et obstétricales. En raison de préjugés et de stéréotypes, comme le syndrome dit méditerranéen, ce biais du corps médical selon lequel les personnes racisées seraient moins sensibles à la douleur et exagéreraient leurs symptômes et leurs souffrances. Statistiquement, un homme blanc a 50% de chances de plus qu'une femme noire d'être considéré comme une urgence

vitale quand il se présente à l'hôpital pour une douleur thoracique. Mais aussi en raison de prises en charge différenciées, comme les césariennes qui atteignent un taux de 31% chez les femmes nées en Afrique contre 17% pour celles qui sont nées en France. Un fait d'autant plus important que le taux de mortalité infantile, qui a augmenté ces dernières années en France, connaît de grandes disparités. Il est ainsi deux fois plus élevé dans les DOM (8‰) qu'en France métropolitaine (3,5‰) et il est proche de 3,4‰ pour les mères nées en France, alors qu'il atteint 7,5‰, soit plus du double, pour celles qui sont nées dans un pays d'Afrique.

### Former, identifier, agir, lutter

Des initiatives existent pour lutter contre les discriminations dans la santé. L'Assemblée pour des soins antiracistes et populaires

a produit l'année dernière deux « racistoméd » à destination des patientEs et des soignantEs sur le modèle du « violentomètre », pour permettre de mieux identifier les situations de discriminations raciales. En 2021, le médecin nigérian Chiedebere Ibea a publié plusieurs dessins anatomiques inclusifs représentant des peaux noires dans un contexte où l'écrasante majorité des illustrations scientifiques présentes dans les manuels médicaux représentent des corps d'hommes blancs. Il faut maintenant développer des réponses et des revendications avec les syndicats, les associations de patientEs et les collectifs féministes, antiracistes, antivalidistes, etc., afin de créer des outils pour mieux accompagner les patientEs et améliorer leur prise en charge. Une partie de cette amélioration reposera nécessairement par la formation des professionnelLES de santé tout au long de leur carrière, la mise en place de nouvelles méthodes d'accueil et de soins des patientEs et, de manière générale, l'amélioration de l'offre de soin sur tout le territoire, notamment avec des centres de santé ouverts, travaillant au quotidien avec les usagerEs, leurs familles, les travailleurEs sociaux, les associations : cela demandera des moyens humains et matériels importants pour lesquels nous devons construire des mobilisations!

**Commission Santé, Sécu, social**

ANTIRACISME

## Contre l'islamophobie, une mobilisation nationale qui appelle des suites

Samedi 11 mai, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris contre l'islamophobie et les politiques répressives visant les populations musulmanes.

À l'appel de collectifs antiracistes, d'associations de quartier et de forces politiques de gauche, plus de 3000 personnes selon nos estimations ont défilé dans une ambiance résolument combative et solidaire.

### De nombreuses revendications

Cette mobilisation faisait suite à une série d'événements marquants : procédures de dissolution des collectifs militants la Jeune Garde et Urgence Palestine, criminalisation croissante des discours antiracistes, mais surtout hommages à Aboubakar Cissé. Tout au long du parcours parisien, les slogans ont dénoncé l'islamophobie d'État, le gouvernement Retailleau et les discriminations systémiques. De nombreuses prises de parole ont mis en lumière les multiples formes que prend l'islamophobie en France : dans les institutions, les médias, l'école, le monde du travail. La présence importante de pancartes et de slogans pro-palestiniens a également souligné une convergence croissante entre solidarité internationale et luttes contre le racisme, en particulier envers les musulmanEs.

### Un manque d'investissement politique

Malgré un appel large, la manifestation a aussi montré des limites. À part le NPA-A, peu de partis politiques ont répondu présent, à l'exception notable de La France insoumise. Les consignes données par certains cadres politiques, comme l'usage du drapeau français ou de mots d'ordre centrés sur la laïcité, ont été globalement ignorées, et l'autonomie des collectifs de terrain est restée forte. Les mouvements féministes, écologistes ou syndicaux étaient peu représentés, révélant encore des cloisons à dépasser.

### Des mobilisations nationales

Au-delà de Paris, des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes. À Montpellier, environ 300 personnes ont répondu à l'appel. À Lille, 200 personnes ont manifesté, aux côtés de collectifs de sans-papiers, de syndicats et de partis de gauche. À Saint-Étienne, 150 personnes se sont rassemblées place Jean-Jaurès, avec des interventions engagées mais une mobilisation en demi-teinte. À Nancy, la mobilisation n'a réuni qu'une soixantaine de personnes, malgré la diversité des interventions. À Bordeaux, une centaine de personnes ont manifesté.

### Un espoir de construire la suite

Cette journée du 11 mai rappelle une réalité incontournable : l'islamophobie n'est pas un accident ou une dérive, mais une politique d'État structurée, appuyée par des lois, des discours et une répression ciblée. Elle touche en premier lieu les musulmanEs, réelEs ou

supposéEs, et sert plus largement à étouffer toute contestation venue des quartiers populaires. La manifestation a constitué une étape importante, mais elle reste en deçà de la grande mobilisation de novembre 2019. Elle montre qu'un espace commun existe, mais qu'il reste à le faire vivre, le structurer et l'élargir. Pour construire une riposte à la hauteur des attaques, il faudra renforcer les liens entre collectifs de quartier, associations, syndicats, partis et mouvements sociaux. Il faudra aussi que les organisations se donnent les moyens d'unir leurs forces sans effacer les premières lignes de la lutte.

Le combat contre l'islamophobie est un combat pour l'égalité, la dignité et la liberté. Il concerne toutes celles et ceux qui refusent que l'État cible une partie de la population pour mieux faire taire les voix dissidentes. La suite est entre nos mains.

**Amel**



## SAINT-DENIS

## Un journal aux couleurs de Mai 68

Le 7 mai, à Saint-Denis, au cinéma l'Écran, a été projeté le documentaire « Rouge, le journal qui annonce la couleur », « Rouge », l'hebdo de la Ligue communiste révolutionnaire devenu quotidien pendant trois ans à partir de 1976, en présence d'Olivier Besancenot et Edwy Plenel.

Il y avait près de 130 personnes, beaucoup d'ancienNEs mais pas que, pour découvrir ou redécouvrir les images de cette aventure qu'a été la sortie d'un quotidien national le 15 mars 1976, par des militantEs inexpérimentés mais volontaristes.



## Le souffle de Mai 68

Pour réaliser ce documentaire, Olivier Besancenot a réuni à Rotographie, l'imprimerie créée avec *Rouge quotidien*, quelques-uns des militantEs qui le fabriquaient, de l'imprimerie et du comité de rédaction — dont Edwy Plenel. Les articles, les photos, les exemplaires archivés par l'association Radar ont été ressortis. Ce temps où le souffle de Mai 68 était encore là explique cette prouesse militante quotidienne. C'était aussi le temps d'avant la révolution numérique. Le documentaire montre bien les conditions de réalisation du journal, artisanales au regard de ce qui se fait aujourd'hui, démesurées au regard du faible professionnalisme des acteurEs qui ont dû tout (ou presque) inventer.

## Hommage aux anciens dionysiens

Olivier Besancenot a rendu hommage à trois camarades dionysiens, engagés dans cette aventure, Michel Spagnol dit « Thomas » du comité de rédaction et Alain Valet dit « Bruno » mécanicien d'entretien du parc machine, qui nous ont quittés depuis. Il a rappelé l'engagement d'Alain Krivine, dionysien lui aussi, figure de la révolte de 1968 et dirigeant de la LCR reconstruite après la dissolution de 1973 à la suite de la manifestation contre le meeting des fascistes à la mutualité. Cela a été l'occasion de faire connaître la souscription pour l'achat du local de l'imprimerie, qui existe toujours et dont il est indispensable pour le NPA-A de se porter acquéreur dans la période sombre que nous avons devant nous. De nombreuxEs participantEs à cette soirée sont repartiEs avec les fac-similés des numéros du quotidien et ont laissé plusieurs centaines d'euros en soutien. Cette soirée a fait œuvre utile dans la transmission des expériences pour les générations nouvelles de militantEs.

Correspondant

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

## VAUCLUSE Tables rondes en terres fascistes

Le samedi 3 mai, à Orange, le NPA-l'Anticapitaliste participait avec les composantes du NFP, partis comme associations, à deux tables rondes : quelles résistances face à la gestion des municipalités d'extrême droite ? Face à la montée des extrêmes droites, la nécessité de l'unité.



Une centaine de personnes ont participé à cet événement initié par Raphaël Arnault, député LFI de la première circonscription du Vaucluse.

Élus locaux d'opposition et associatifs ont décrit l'installation des municipalités d'extrême droite et leurs stratégies pour se maintenir, basées sur une communication sélective et mensongère, avec une gestion qui exclut les populations les plus vulnérables des politiques locales.

## L'union face à toutes les droites

Pauline Salingue, au nom du NPA-A, a rappelé le rôle de l'union face à toutes les droites, basée sur un programme qui réunit partis politiques, mais également des associations et collectifs, rappelant ainsi que l'action révolutionnaire vient du peuple. Elle a également insisté sur le piège du « front républicain » et le rôle des trahisons de la gauche institutionnelle dans la situation actuelle.

Son intervention est venue compléter celle de Génération.s qui insiste sur la politisation de la jeunesse, celle des Écologistes prônant l'unité et une mise de



NPA-L'ANTICAPITALISTE

côté des différences partisans, ainsi que celle du sénateur PS, qui a dénoncé l'imposture et les tactiques de réappropriation populiste du RN. Le PC a ensuite insisté sur le contact avec les travailleurEs, pour renforcer l'unité de la classe ouvrière, et rappelé les passages à l'extrême droite de nombreux membres du Front populaire en 1940. Raphaël Arnault est revenu sur la complicité des libéraux dans

la montée au pouvoir des nazis, avant de faire écho aux propos sur la jeunesse, dans laquelle il place ses espoirs, concluant sur son rôle et son implication grandissante dans la période.

## Avec le NFP pour chasser les extrêmes droites du département

Le public s'est emparé du débat, questionnant la sémantique pour convaincre, échangeant sur les stratégies à mettre en place pour faire entendre nos luttes ou encore sur l'attitude militante à adopter face aux représentants et électeurs d'extrême droite, et développant les problèmes du quotidien de la circonscription très rurale et à l'abandon.

Cet événement a dérangé les éluEs RN qui ont adressé une lettre ouverte au maire (Ligue du Sud), s'indignant que « l'extrême gauche puisse s'arroger le droit de parader à Orange illégalement et en toute impunité » laissant supposer qu'aucune déclaration préalable n'ait été déposée. N'en déplaise aux éluEs et collaboratrices d'extrême droite, c'était un début, et nous œuvrons aux côtés des autres composantes du NFP pour chasser les extrêmes droites installées depuis maintenant trente ans à Orange et dans le département. Ici comme ailleurs le NPA répondra présent à toute initiative antifasciste, tant qu'il le faudra !

Le comité Vaucluse

Librairie La Brèche  
★ la-breche.com  
► 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

## Culture

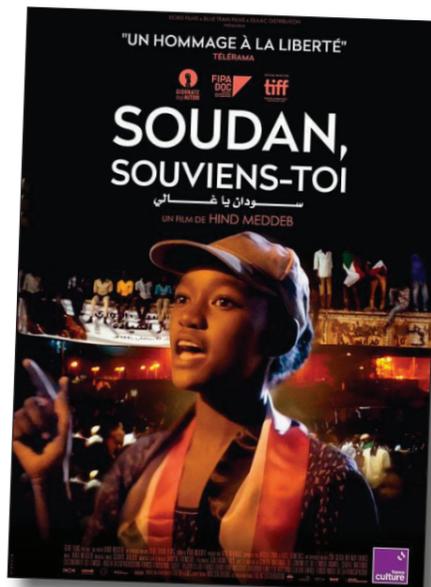
CINÉMA *Soudan, souviens-toi*, de Hind Meddeb

Documentaire franco-tunisien-qatari, durée 1h16 minutes, sortie le 7 mai 2025.

Ce lundi 12 mai, l'éditorial du journal *le Monde* titre : « L'effondrement du Soudan, une menace mondiale ». Malgré les plus de 150 000 morts et plus de 13 millions de personnes déplacées par les combats cette tragédie occupe une place bien mineure dans les médias, voire dans les préoccupations militantes<sup>1</sup>.

## Des jeunes qui luttent pour la démocratie

Autant de raisons pour aller voir le film de Hind Meddeb, *Soudan, souviens-toi*, une immersion au cœur de la tragédie que vivent les SoudanaisEs. Les premières images datent de 2019 lors du mouvement de protestation contre le régime réclamant initialement de meilleures conditions de vie puis, alors que la répression s'accroît, la démission du président Omar el-Bechir. On n'y voit pas l'horreur, on la comprend. Le film est centré sur la population et surtout les jeunes qui luttent pour la démocratie. C'est l'histoire de la rencontre de la cinéaste avec ces jeunes hommes et femmes, ces « jeunes révolutionnaires pacifistes ». Leur poésie comme arme et leur détermination.



## Armée et Forces de soutien rapide

La réalisatrice retourne à plusieurs reprises dans le contexte de la transition, dans laquelle le conseil militaire était censé

remettre le pouvoir aux civilEs, interrompue par les affrontements entre l'armée et les FSR (Forces de soutien rapide). La première est soutenue par l'Égypte, le Qatar, la Turquie ; les seconds, par les forces du maréchal Haftar et les Émirats arabes unis. Une bénédiction pour les marchands d'armes pendant que d'autres tentent de préserver leur accès aux richesses minières ou l'accaparement des terres fertiles d'un pays autrefois présenté comme le grenier potentiel de l'Afrique.

C'est la rencontre avec des demandeurEs d'asile au métro Stalingrad<sup>2</sup> qui a motivé la réalisatrice pour aller à la rencontre de ce peuple en lutte. Présente à la Maison de la culture de Bourges le 9 mai, elle a, en quelques phrases, expliqué les ressorts des combats de ce peuple depuis les pharaons jusqu'à aujourd'hui. Et elle a donné des nouvelles de ces personnes que nous avons croisées par son intermédiaire, dont de nombreuses ont été contraintes à l'exil.

## Robert Pelletier

1 – Luiza Toscani, « Soudan, le noeud coulant », <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/soudan-le-noeud-coulant>

2 – Voir le film de Hind Meddeb *Paris Stalingrad* (2019).

# FÉMINISME « Les questions féministes ne sont plus affaires de spécialistes dans les organisations syndicales »

**Entretien.** Nous avons rencontré **Gaëlle** du Planning familial à l'occasion des Journées intersyndicales femmes qui se sont tenues les 3 et 4 avril.

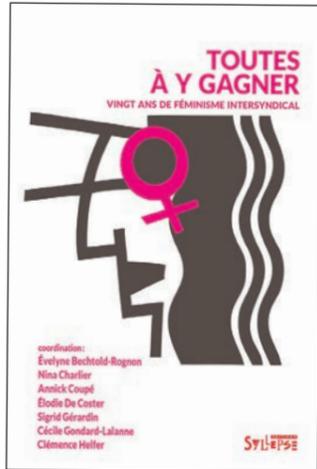
**Pourrais-tu nous rappeler ce qu'est le cadre des « Journées intersyndicales femmes » et pourquoi à ton avis, elles connaissent un succès renouvelé chaque année ?**

Ces journées existent depuis 1998, à l'initiative de la CGT, de la FSU et de Solidaires. Ce sont deux journées de formation et de réflexions, découpées en 4 tables rondes (une par demi-journée), sur les questions féministes dans lesquelles interviennent des chercheuses et des militantes associatives et syndicales. Chaque année, plus de 400 syndicalistes (en très grande majorité des femmes et minorisés de genre) s'y retrouvent. L'idée de départ et qui perdure jusqu'à aujourd'hui était de traiter des inégalités femmes/hommes au travail en les liant avec les inégalités de genre existantes dans tous les domaines (sphères publique et privée). Ces journées attirent de plus en plus de monde, à tel point que cette année, les organisations ont dû refuser du monde faute de places ! Selon moi, ce succès est lié au fait que les questions féministes ne sont plus affaires de spécialistes dans les organisations syndicales. C'est aussi très lié au renouveau des mouvements féministes, notamment autour de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, y compris dans les organisations militantes qui se dotent de plus en plus de structures et de procédures en interne (même si rien n'est parfait et qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir).

**Cette année les thèmes abordés étaient à la fois très riches et particulièrement en phase avec des enjeux militants. Qu'est-ce que tu retiens particulièrement ?**

Tout d'abord le plaisir de retrouver des camarades de divers horizons syndicaux et professionnels. Ensuite des moments très forts, et notamment la table ronde sur l'intersectionnalité qui a rassemblé des militantes et chercheuses d'Europe, des États-Unis et d'Amérique latine, avec cette conscience que nous sommes toutes dans le même bateau et que nous avons des combats communs à mener, en nous inspirant de toutes les luttes existantes. On a toutes senti à la fin de cette matinée un véritable moment de communion mais aussi l'urgence à mener les combats sur plusieurs fronts.

**Tu as participé à l'animation de la table ronde « Éduquer pour combattre le patriarcat » au nom du Planning familial qui intervient**



**dans divers cadres (scolaires, PMI, missions locales, points jeunesse...), qu'est-ce qui pour vous est particulièrement notable ?**

Tout d'abord je voudrais faire un rappel : alors que depuis 2001 l'éducation à la sexualité (renommée Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle – EVARS) est obligatoire à hauteur de 3 séances annuelles tout au long de la scolarité, à peine 15% des élèves en bénéficient. Ces séances sont bien évidemment adaptées en fonction de l'âge des enfants et adolescents. Quel que soit le niveau de classe, nous constatons partout la même chose : parler du corps, savoir en nommer les différentes parties, parler de ce qu'on ressent, des changements du corps liés à la puberté, des relations amoureuses et amicales, tout cela reste extrêmement tabou, et ce, dans tous les milieux. Pourtant les enfants ont énormément de questions auxquelles personne ne répond. Alors que l'on sait qu'il y a deux à trois enfants par classe victimes de violences sexuelles (le plus souvent dans le cadre de la famille), une majorité des élèves que nous rencontrons ignorent ce que dit la loi en ce qui concerne les agressions sexuelles, le viol et l'inceste.

**Une majorité des élèves que nous rencontrons ignorent ce que dit la loi en ce qui concerne les agressions sexuelles, le viol et l'inceste**

La société (la famille, l'école, l'entourage, les adultes en général) passe son temps à dire aux mineurEs leurs devoirs mais iels sont rarement informés sur leurs droits, hormis parfois autour du 20 novembre (Journée

internationale des droits de l'enfant).

Les violences conjugales sont également très peu évoquées, alors que l'on sait les impacts qu'elles peuvent avoir (et souvent à très long terme) sur leur développement, les apprentissages et leurs relations à soi et aux autres.

Il est important de dresser ce constat et d'en avoir conscience. À ce titre, le rapport du CESE (Conseil économique, social et environnemental) apporte des ressources et des préconisations en matière d'EVARS dans tous les lieux de socialisation dans lesquels les enfants évoluent (et pas seulement l'école mais aussi les clubs sportifs, les centres aérés, les colonies de vacances...), et ce, dès le plus jeune âge !.

**Concrètement quel est le but de ces séances et quels sont les outils mobilisables ?**

Ces séances, si elles peuvent prendre plusieurs formes, ont toutes les mêmes objectifs : tout d'abord donner des informations primordiales (si possible en parlant des questions des enfants et des jeunes) sur l'égalité filles / garçons, l'anatomie, la prévention (contraception, IST), les émotions, le consentement, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les droits sexuels et reproductifs, les violences sexistes et sexuelles. Encore une fois, il est important de rappeler que les séances et supports sont adaptés à l'âge et à la maturité des enfants.

Le deuxième objectif est bien sûr le repérage des enfants victimes ou co-victimes.

Enfin ces séances sont aussi des moments où l'on va indiquer les lieux ressources (dans et hors de l'établissement ou structure) si iels ont besoin d'information, de voir un professionnel de santé ou de parler à quelqu'un de ce que iels vivent, ainsi que les numéros utiles, tels que le 119 (Allô enfance en danger).

Les outils utilisés sont très divers et dépendent des intervenantEs. Au Planning familial, nous sommes attachés aux outils de l'éducation populaire



**Au Planning familial, nous sommes attachés aux outils de l'éducation populaire et préférons partir des questions et réflexions des enfants et des jeunes**

et préférons partir des questions et réflexions des enfants et des jeunes.

Les séances peuvent donc être introduites par un débat mouvant, l'ouverture de la boîte à questions (dans laquelle les élèves auront déposé en amont les questions sur les thématiques de l'EVARS), un brainstorming (association d'idées à partir du mot « Sexualités » par exemple). Ou bien par des supports vidéo tels que le programme « Mon corps, c'est mon corps », « Le loup », « La tasse de thé ».

**Les débats autour de l'EVARS comme à un autre niveau les attaques contre le Planning familial rappellent que nous nous heurtons à de fortes résistances. Quels sont les enjeux des prochains mois ?**

Je pense que l'un des enjeux des mois à venir est la communication envers les familles pour combattre les idées reçues et les mensonges véhiculés par les courants réactionnaires et relayés par certains médias et réseaux sociaux. Et faire entendre également aux familles que l'EVARS est tout aussi importante que les mathématiques, le français ou l'histoire-géo ! Un autre enjeu est la formation initiale et continue à l'EVARS de l'ensemble des professionnels qui travaillent auprès des enfants. Les associations ne peuvent intervenir partout et il est essentiel que chaque enfant bénéficie de trois séances annuelles obligatoires. Beaucoup d'enseignantEs sont souvent démunis face aux questions des enfants et ne se sentent pas suffisamment outillés pour y répondre.

Enfin, la question des moyens est au cœur de la problématique : certains départements et régions coupent partiellement ou totalement les subventions de structures intervenant dans les établissements scolaires. Des moyens suffisants et pérennes doivent être débloqués d'urgence pour former les personnels de l'Éducation nationale et pour permettre aux associations agréées EVARS de continuer de fonctionner et d'intervenir auprès des enfants et des jeunes.

**Propos recueillis par Cathy Billard**

1 – [https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024\\_13\\_evvars.pdf](https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024_13_evvars.pdf)

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[L\\_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)  
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

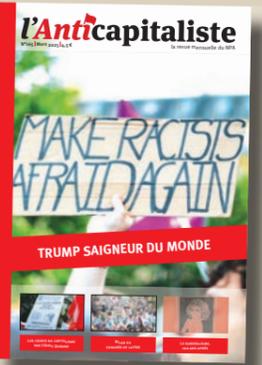
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois,**

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)